

**CIBLE**

## Eviction

**L**orsqu'il était ministre, François Léotard nous avait assuré que la privatisation de TF1 associerait la culture et la liberté.

Quant au « mieux-disant culturel », nous savons à quoi nous en tenir : esbrouffe et démagogie sont les deux mamelles - si l'on peut dire - de la chaîne. Il apparaît en outre que la liberté d'expression est le dernier souci de ses dirigeants. Preuve en est

l'éviction de Pierre Carles, qui participait à l'émission « Ciel, mon mardi ».

Son crime ? Avoir critiqué, avec justesse et images à l'appui, deux émissions de TF1. La sanction a été immédiate, et sans appel. D'un côté, on revendique avec hauteur la totale liberté de l'investigation. De l'autre, on refuse violemment l'ironie d'un regard qui pourrait conduire à une remise en cause du système médiatique. Nous rêvons d'une information alliant liberté et responsabilité, respect du public et respect des journalistes, critique et autocritique. Ce n'est pas TF1 qui la permettra.

*Quelques  
nouvelles  
idées  
pour  
les  
royalistes*



M 2242 - 566 - 15,00 F





## Le Prince et les révolutions du monde

**Mgr le comte de Paris a accordé à notre confrère Philippe Delorme, de Point de Vue, un important entretien (1) dont nous analysons ci-dessous quelques extraits particulièrement significatifs.**

sédentarisée chez nous depuis plusieurs décennies ».

Insistons pour notre part sur la première moitié de l'entretien, qui est consacrée aux questions de politique internationale. Demeuré silencieux depuis les événements de 1989, le Prince était particulièrement attendu sur ce thème pour le moins mouvant.

Après avoir rendu hommage à Gorbatchev, qui a « ébranlé les colonnes du temple », souligné les ambiguïtés de son gouvernement et les erreurs des putschistes d'août, le comte de Paris trace la perspective qui lui paraît souhaitable : « si je pouvais formuler un vœu, ce serait que la Russie fasse partie de l'Europe car son patrimoine religieux, culturel et artistique est commun à notre. Les Russes s'en sont séparés en 1917 mais ils y reviennent. Il est certain que l'Europe, de son côté, ne peut pas concevoir sa destinée sans rétablir des liens politiques, culturels aussi bien qu'économiques avec la Russie ». Après avoir jugé que le bilan économique et institutionnel de l'Eu-

rope du marché commun était peu convaincant, le Prince indique que « l'idée de confédération européenne lancée par le président de la République rejoint (son) souci » et juge « prématurée » la création d'États-Unis d'Europe.

Après avoir discrètement signalé le grand nombre de monarchies en Europe et les possibilités qui pourraient se présenter en Bulgarie et en Roumanie, le comte de Paris examine lucidement la crise yougoslave, revient sur la question du Liban et sur le conflit entre l'État d'Israël et les Palestiniens.

Bien des idées exprimées surprendront. Parmi toutes celles qu'il faudrait citer, retenons celles qui touchent l'avenir du communisme en France. Le Prince estime que « la doctrine marxiste n'est plus applicable en France », et que « la seule référence au communisme ne pourra plus être que le souvenir d'un passé regretté, mais sans incarnation ni modèle. Et pourtant, ajoute-t-il, en démocratie un courant de pensée, disons « gauchiste », ne peut pas ne

pas exister. S'il ne peut pas se créer autour de penseurs et d'hommes politiques, la gauche risque de stagner dans l'anarchie et le nihilisme, sinon de sombrer dans l'illusion et l'irréalisme ». Et le comte de Paris de prolonger cette réflexion en insistant sur la gravité de la crise de la pensée politique et en appelant à « reprendre un sérieux travail de réflexion ».

L'avenir de l'idée monarchique en France est la dernière question posée par Philippe Delorme. Le chef de la Maison de France ne sous-estime pas les réserves qu'elle peut encore susciter mais constate qu'« il n'y a plus l'hostilité farouche d'antan ». « Oui, conclut-il, l'avenir est plus ouvert mais il n'est pas pour autant déterminé ». Jugement profond, qu'il importe de méditer.

Annette DELRANCK

(1) Paru en deux parties dans « Point de vue » n° 2255 et 2256 des 17 octobre et 24 octobre 1991.

### LIVRES DISPONIBLES DU COMTE DE PARIS

|                            |      |
|----------------------------|------|
| "Programme 1938"           | 12 F |
| "Le prolétariat" (1937)    | 80 F |
| "Textes" (1934-1948)       | 12 F |
| "Lettre aux Français"      | 46 F |
| "L'avenir d'un long temps" | 89 F |

➔ Ajoutez 10 f pour le port

### royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Le Prince et les révolutions du monde - p. 3 : Les délits et les peines - Un double échec - p. 4 : Cuba, vers quel avenir ? - p. 5 : L'Impromptu de Madrid - p. 6/7 : La tâche des royalistes - p. 8 : Infamie française - p. 9 : Un compagnon de Jeanne - p. 10 : Un étrange destin - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Pas de panique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
☎ (1) 42.97.42.57  
Dir. de la publication : YVAN AUMONT  
Comm. part. 51700 - ISSN 0151-5772  
Diffusion NMPP - Imprimé en France

## Les délits et les peines

**C'est une très vieille histoire : tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais certains sont moins égaux que d'autres...**

Maintenir l'ordre public, réaffirmer l'autorité de l'État : telle est l'injonction adressée par le président de la République aux pouvoirs publics lors de son allocution radiophonique du 22 octobre. Nul doute qu'il fallait intervenir fermement sur ce point puisque, depuis plusieurs semaines, la mesure était dépassée par de petits groupes d'agriculteurs extrémistes ces dernières semaines, et comparez avec le nombre d'inculpés (vite relâchés) et de condamnés (jusqu'à présent avec sursis). Si vous vous souvenez, en outre, que des enfants de harkis demeurent en prison pour des délits beaucoup moins graves que l'incendie d'une perception, le respect dû à l'autorité de la chose jugée demeurera purement formel ou dicté par la crainte de sanctions.

Il faudrait enfin que l'autorité de l'État s'exerce en tous domaines avec une même rigueur. C'est vrai pour la répression du travail clandestin, jusqu'ici plus rigoureuse pour les employés que pour les employeurs. C'est vrai dans le domaine bancaire où le malheureux signataire d'un petit chèque sans provision est traité comme un escroc, peut se retrouver en prison (et y mourir faute de soins comme ce fut le cas récemment) alors que le président d'une banque nationalisée peut prêter des milliards à un homme d'affaire douteux sans encourir la moindre sanction, ni recevoir le plus léger reproche.

Pas de restauration de l'autorité de l'État sans justice effectivement exercée. Pas de justice sans que les plus puissants subissent, comme les autres, les rigueurs de la loi.

Yves LANDEVENNEC



## Un double échec

**Comment va France unie ? Mal, et même de mal en pis. Après l'échec du projet de groupe parlementaire, la rupture des négociations électorales avec le P.S...**



■ Jean-Pierre Soisson responsable d'un double échec.

Nous l'avions dit dès l'esquisse du rassemblement qui prétend exprimer la France unie : ce beau projet sera sans avenir s'il se réduit à la réunion d'un syndicat de notables soucieux de conserver ou de conquérir un siège. Or c'est bien ce qui se produit.

France unie est entre les mains de notables - plus exactement de petits féodaux - qui se moquent autant de France unie que de la majorité présidentielle. Et Jean-Pierre Soisson, qui préside aux destinées du prétendu rassemblement, se perd dans les demi-vérités et les demi-mensonges qu'il dispense généreusement aux divers partenaires, honore sa signature quand ça lui chante, décourage les bonnes volontés et laisse les radicaux de gauche prononcer des exclusives, mener double jeu pour les élections et finalement saboter l'organisation de la majorité présidentielle.

Sombre bilan. A quelques mois des élections cantonales et régionales, France unie n'a toujours pas pu-

blié son projet - qui sera s'il vient au jour celui de quelques technocrates et autres « experts » mondains. La fantomatique Association des Démocrates (ADD) s'évanouit discrètement après avoir mené un train de vie dispendieux et le mouvement qui devait se former à côté du Parti socialiste demeure une affaire d'apparatchicks.

Si, du moins, les réunions d'état-major étaient positives ! Mais ce qui ressort des conciliabules et des manœuvres d'appareil se réduit aujourd'hui à néant. D'une part, le groupe parlementaire de France unie n'a pu être constitué en raison de l'opposition de la plupart des barons du M.R.G., qui privent le Premier ministre et la majorité présidentielle d'un bel atout. D'autre part, les négociations électorales entre le P.S. et France unie ont été rompues pour des raisons qui nous sont familières : la constitution des listes socialistes est une affaire trop complexe pour qu'on puisse intégrer des candidats extérieurs, et la rue de Solferino entend conserver la haute main sur les listes autonomes.

Coincée entre la volonté hégémonique du Parti socialiste et l'emprise radicale, privée de sa composante durafourienne (ADD), refusant de s'ouvrir franchement aux royalistes et indifférente à bien des demandes d'adhésion, aussi dépourvue de militants que de projets spécifiques, la prétendue France unie reste l'ombre de ce qu'elle pourrait être. Nous osons encore espérer que le double échec du mois d'octobre aura un effet stimulant. Mais il faudra faire sans tarder le bilan.

Sylvie FERNOY



## Sommaire du N° 25

## DOSSIER

## « Qu'est-ce que la France ? »

- Editorial
- État d'âme par Yves La Marck
- Le lieu français : Figure ? Etre ? par Martin Hyblér
- De l'exil au royaume par Luc de Goustine
- La France ou l'esprit du droit par Patrick Louis
- De la France par Axel Tisserand
- Éloge de l'anti-France par Pierre-Paul Zilio
- Elle vit ! par Bertrand Renouvin
- La France, le France et les toits par Rémy Talbot

## MAGAZINE

- De Gaulle et Saint Bernard par Jacques Berlioz
- Abîmes roumains par Guillaume Kopp
- Revue des revues : Télévision et déontologie par B. La Richardais
- Revues reçues

BULLETIN DE COMMANDE  
OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

□ commande le numéro 25 de "Cité" et verse 35 F.

□ s'abonne à "Cité" pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de "Cité" CCP Paris 23 982 63 N

## Cuba, vers quel avenir ?

L'effondrement des régimes communistes, le retrait de l'allié soviétique ont acculé le régime castriste qui n'a plus d'avenir. Mais les Cubains redoutent aussi les perspectives qui s'annoncent.

On les appelle ici les «donnantes», les donateurs, du nom de ceux qui ont fait don de leurs organes à la médecine, par allusion aux risques d'accidents mortels qu'ils encourrent à chaque instant. Ils sont le nouveau visage de La Havane : ce sont les innombrables cyclistes qui parcourent maintenant la ville, sur leurs vélos chinois, «Flying Pigeon», dans le plus complet mépris des règles de circulation. Ils représentent bien un pays aux abois, presque ruiné, qui cherche par tous les moyens, non plus à s'en sortir, simplement à reculer l'échéance. Plus de devises, plus de pétrole, de moins en moins de vivres, plus ou presque plus de partenaires dans le monde : que peut faire Cuba sinon attendre un dénouement que personne ne veut imaginer.

Car il n'y a en toute logique que deux avenir vraisemblables pour l'île : la reddition du régime castriste, ou l'asphyxie. Et les deux sont également craints par les Cubains : la mort par asphyxie, bien sûr, personne n'en veut. Mais le retour à l'époque pré-castriste est presque aussi redouté. D'une part parce que l'exemple de la paupérisation, du chômage et de la fin de la protection sociale dans les pays d'Europe de l'Est, abondamment décrit ici comme la «débâcle», n'est pas fait pour enthousiasmer les foules ; d'autre part, surtout, parce qu'il s'agirait d'une terrible humiliation pour un pays dont cette révolution est la page la plus glorieuse de son histoire. Ne l'oublions pas : plus encore que la révolution marxiste qu'elle est devenue, la lutte pour le pouvoir des «barbudos» de Fidel Castro a été la véritable guerre d'indépendance na-



■ Dans les rues de La Havane, portraits géants de Che Guevara et Camilo Cienfuegos.

tionale du seul pays d'Amérique Latine (avec Porto-Rico) à être passé directement de la colonisation espagnole à la tutelle nord-américaine. La victoire des États-Unis dans le long bras de fer engagé avec Fidel depuis plus de trente ans, le retour triomphant des émigrés de Miami, tout cela, les Cubains n'en veulent pas, même s'ils supportent de moins en moins un régime qui ne résout ses problèmes qu'en forçant chaque jour son peuple à des sacrifices nouveaux.

Reste le miracle. Celui dont on rêve ici, c'est l'aide de l'Amérique Latine. Depuis le sommet des dix-neuf états ibéroaméricains (plus le Portugal et l'Espagne) à Guadalajara (Mexique) en juillet dernier, où l'on vit Castro en grande conversation amicale avec un roi Juan Carlos au sommet de sa popularité, un espoir fou est né à Cuba : qu'en échange de concessions indispensables de La Havane vers plus de démocratie, la

fin de l'appui aux dernières guérillas du Continent, un abandon progressif (même réduit, comme on vient de le voir au dernier Congrès du PC Cubain) des pesanteurs de l'idéologie marxiste, le pays soit réintégré dans cette communauté et que les échanges reprennent. Et certes, le sommet a donné lieu à la signature par les 21 d'un document inimaginable encore l'année passée : idéaux communs de démocratie, de respect des Droits de l'Homme, souci de défense des populations les plus pauvres du continent, coopération en tout genre, politique économique commune, etc ; certes Cuba a renoué des relations diplomatiques avec le Chili, la Colombie (bientôt Panama ?), rompues depuis des décennies ; certes le «club des 21» crée des structures communautaires permanentes, et Cuba en est membre à part entière ; certes La Havane est moins isolée.

Mais de quel poids tout ceci pèsera-t-il quand le grand voisin du nord opposera toute sa puissance à cette communauté dont tout indique qu'il n'entend pas lui voir dépasser le cadre des bonnes intentions : n'entre-t-elle pas en effet en opposition contre «l'Initiative Économique Américaine» lancée peu de temps auparavant, et la création de la zone de libre-échange Mexique-États-Unis-Canada ? Et même sans cela, Cuba pourra-t-il tenir encore le temps que cette communauté puisse assez «monter en puissance» pour pouvoir passer aux actes ?

C'est de toute façon la seule voie encore ouverte à La Havane, qui met tout son espoir dans le fait, comme l'a noté Castro, qu'il s'est agi à Guadalajara de la première réunion des pays latino-américains qui se soit jamais réalisée «sans que nous soyons convoqués par d'autres que par nous-mêmes».

François VILLEMONTÉIX

## L'Impromptu de Madrid

Choix inattendu, impromptu (1) qui a surpris les intéressés eux-mêmes. Le secrétaire d'État américain James Baker s'en est-il souvenu ?

Cela seul suffirait à faire renaître l'espérance là où les circonstances objectives paraissent contraires (2). Paris méditera sur ce choix. La diplomatie hispanique, bonne professionnelle, traditionnellement proche des pays arabes, n'avait renoué ses relations avec Israël qu'il y a à peine cinq ans, mais la nostalgie andalouse et ladino est toujours restée vivace parmi les communautés juives d'Israël (3). C'est à ce titre que le choix de Madrid a quelque chose d'exaltant par opposition à la diplomatie d'eau douce, des bords de lacs, vouée à la paix par la loi. Il manifeste que l'on ne recommencera pas d'interminables débats juridiques sur le statut des fameux territoires occupés ou disputés, que l'on ne s'enfermera plus dans la logique étatique de «la paix en échange des territoires» chère et pour cause au souverain hachémite, que l'on ne s'aventurera pas dans le charcutage prôné par les travaillistes israéliens qui reproduirait la peau de léopard des accords morts-nés de la Celle-St-Cloud sur le Vietnam. L'objectif d'un règlement à Madrid ne peut plus être désormais que de définir les termes d'une cohabitation des populations, d'une nouvelle Andalousie au Proche-Orient, à laquelle nous nous sommes ici souvent référés.

Certes la conférence s'inscrit dans un processus historique de longue durée et les Arabes ont le souci de maximiser leur présent avantage par rapport aux États-Unis. Mais elle est aussi la première où les Palestiniens de l'intérieur seront présents. Il est clair qu'ils donneront le ton à la délégation commune jordano-palestiniennne dont ils ont déjà obtenu la présidence alternative, prenant ainsi

Après l'Est, quel plus beau retour de l'Histoire, cinq cents ans après l'expulsion d'Espagne des Maures et des Juifs, que le choix de Madrid pour la première rencontre des Arabes et des Israéliens depuis 1949.



une option sur l'avenir. Or leurs représentants appartiennent à la nouvelle génération d'intellectuels de Cisjordanie autour de Fayçal Hussein, des universitaires, des chercheurs, des militants des droits de l'Homme, dont la première priorité est d'affirmer les droits des résidents et de consolider l'amorce de leur gouvernement sur ceux-ci. Sinon pourquoi avoir accepté de discuter de l'autonomie pour cinq ans aujourd'hui alors que la même proposition avait été faite en 1978 dans les accords de Camp David ? D'une part ces Palestiniens se sont entre temps donné les moyens d'imposer leur point de vue à la direction de l'OLP. D'autre part, en 1978, ils n'étaient pas partie au débat israélo-égyptien par rapport auquel leur revendication ne figurait que comme un appendice. Il sera plus difficile aujourd'hui ne la traiter que

comme un appendice d'un accord *real-politique* israélo-syrien.

Pour les territoires, le changement attendu est le passage du régime militaire actuel à un régime civil, d'un marché captif à une économie ouverte, c'est-à-dire sans démantèlement des implantations israéliennes, d'ailleurs globalement irréversibles. Il est significatif à cet égard qu'il n'a pas été finalement jugé nécessaire d'obtenir l'arrêt des dites implantations comme condition préalable à la conférence. Israël l'a emporté sur ce point qui donne une idée du futur compromis.

Tout dépendra de la capacité des uns et des autres à faire triompher les formules pragmatiques issues d'une bonne connaissance du terrain. Ou Israël privilégie à son tour les personnes et revient à une certaine pratique démocratique dans les territoires, ou

il s'enferme dans un face à face mimétique avec la Syrie d'Assad. Or sa diplomatie a tout intérêt à équilibrer l'un par l'autre comme elle en a la possibilité désormais. Le petit roi de Jordanie ne doit lui-même sa survie qu'à cet équilibre instable. Sans les Palestiniens, il y a longtemps que l'Arabie Saoudite, qui ne lui pardonne pas son titre de chérif de la Mecque, et qui sera la première force de la coulisse à Madrid, se serait partagé ses reliefs avec la grande Syrie. Sans la crainte de cette dernière, l'OLP aurait cherché à rééditer «septembre noir» en réussissant à faire de la Jordanie une terre palestinienne. L'accord d'Etat à Etat privilégié par Washington, à l'instar de Camp-David, serait, mais dans l'intérêt même d'Israël, exactement complémentaire, non pas deux concessions parallèles mais l'une vient équilibrer l'autre. A la condition que les deux soient bien considérées sur un vrai pied d'égalité, ce dont on peut encore douter de la part de l'administration américaine. Là pourrait s'exercer utilement le rôle pondérateur de l'Europe, raison de plus de regretter le fonctionnement actuel de la présidence (troïka) dont la France est exclue, si tant est que, l'Espagne étant l'hôte de la conférence, le rôle de la Communauté ne soit pas du tout paralysé.

Yves LA MARCK

- (1) Titre emprunté à un roman de Marc Lambron.
- (2) Outre qu'il est un défi au terrorisme d'un Carlos dans un pays fragilisé par l'ETA et d'éventuelles connexions libyennes.
- (3) Les juifs qui avaient conservé la nationalité espagnole, comme de nombreux juifs de Salonique, ont été efficacement protégés par le gouvernement espagnol de Franco durant la seconde guerre mondiale.
- (4) J'écrivais il y a un an : ou bien les Syriens suivront la voie égyptienne ou bien ce seront les Égyptiens qui suivront Damas.



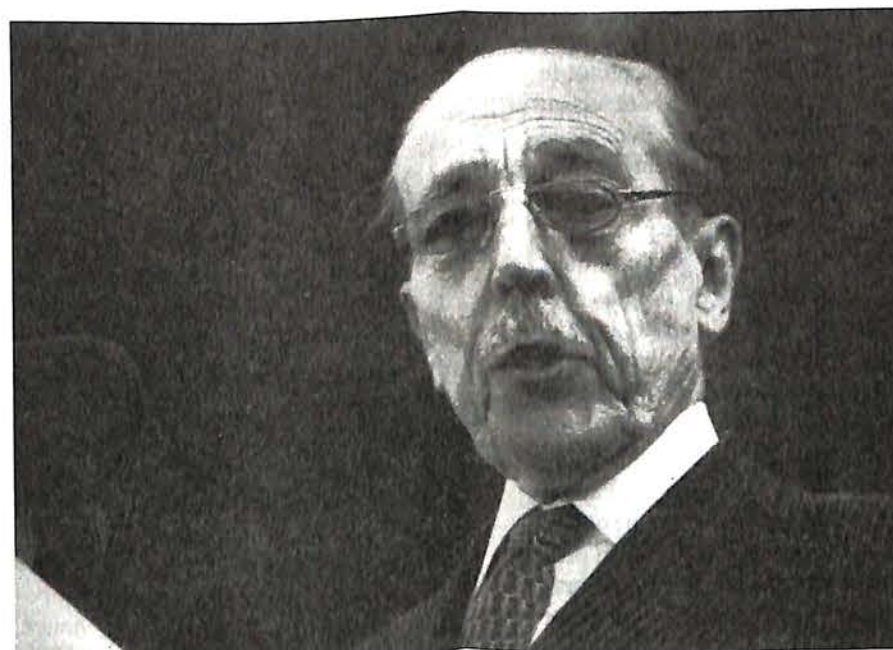
## Terminée la Révolution ? (III)

# La tâche des royalistes

Cela va sans dire : les royalistes sont faits pour souligner le sens du projet capétien, pour faire valoir l'actualité de la monarchie, pour mettre en évidence la symbolique royale, et leur intention première est de favoriser le processus démocratique d'instauration de la légitimité royale. Telle est pour nous la première révolution à accomplir, au double sens du terme : un changement en profondeur de notre symbolique politique, une transformation raisonnée de nos institutions, mais aussi une reprise de la tradition nationale et un accomplissement de la synthèse tentée par le général de Gaulle puis (*volens nolens*) par François Mitterrand...

a soif de justice ne s'accommode pas de la misère, qui aime la liberté ne tolère pas les camps de concentration, qui souhaite l'unité ne supporte pas les paroles et les gestes qui conduisent à la guerre civile.

D'où les tâches qui nous occupent quotidiennement, soit que nous en prenions l'initiative, soit que nous participions à des actions collectives. Qu'on n'y voie pas un quelconque activisme conçu pour occuper les militants, ou cet opportunisme « de gauche » par lequel des observateurs superficiels s'efforcent de nous identifier. Il faut le répéter : nos engagements civiques sont la conséquence de nos propres principes et les difficultés que nous rencontrons, sur le



■ Le comte de Paris incarnant la légitimité royale, point de passage obligé pour accomplir les révolutions nécessaires.

deux attitudes tout à fait originales pour un mouvement politique : l'une est de favoriser le dialogue entre les chercheurs de toutes obédiences et de toutes disciplines, l'autre est d'appeler toutes les traditions démocratiques de notre pays à se redécouvrir et à s'approfondir afin de concevoir de nouveaux projets pour la société. Ce libéralisme bien compris (amour de la liberté, et d'abord de la liberté de pensée) permet d'écarter la tentation dogmatique par appropriation (illusoire) de la vérité, d'échapper au piège totalitaire (par captation d'une tradition) et de mieux discerner les révolutions qui sont en cours : pas d'analyse rigoureuse sans référence aux recherches savantes, pas de critique fondée sans connaissance précise du ou des sujets, pas d'engagement sans réflexion préalable. C'est ainsi que notre conviction royaliste, à la fois stimulée par la critique externe et préservée des dangers de la systématisation (transformation de la tradition en un corps de doctrine), peut fonder des engagements raison-

nés. Présentons-les en une sorte de catalogue, en prenant soin de rappeler que les thèmes évoqués forment la matière de chaque numéro :

- préserver la dignité du politique en tant que tel est une impérieuse nécessité. Cela implique une critique de l'idéologie de la communication (1), des pièges de la « médiatisation », de l'imposture des sondages (2), et un refus des conceptions qui résorbent le politique et l'anéantiraient si elles devenaient dominantes : écologisme « vert » qui fait prévaloir une hypothétique « nature », intégrismes de tous bords qui le soumettent aux décrets d'un parti religieux, national-populisme qui fait du pouvoir l'instrument de ses préjugés ethniques.

- faire valoir le rôle décisif de l'Etat, quant à sa fonction arbitrale, et quant à l'indépendance nécessaire de ses choix. Cela signifie que nous nous opposons à l'usurpation technocratique (la haute administration s'approprie les fonctions gouvernementales), au démembrement « féodal » (les régions qui ont, par exemple, leur propre politique étrangère), et à cette subversion douce qui consiste, pour les médias, à faire la police, à rendre la justice, à se mêler de politique sanitaire, à monter des parodies de représentation nationale.
- défendre les acquis de la révolution institutionnelle accomplie par le général de Gaulle en refusant le quinquennat et le présidentielisme à l'américaine qui ruinaient le pouvoir politique et la fonction arbitrale de l'Etat.

Ces trois soucis n'ont de sens que si nous considérons le politique comme condition première de l'unité, de la justice et de la liberté. Tel est bien le cas, quelle que soit notre philosophie de référence ou notre religion. La volonté de préserver l'unité minimale nous fait rejeter tout esprit de guerre civile, tout consentement aux logiques d'exclusion, et militer en faveur des politiques d'intégration, qu'il s'agisse des immigrés, des personnes issues de l'immigration ou de celles et ceux qui vivent dans le quart monde. L'exigence de justice nous rend allergique à l'idéologie du marché, à la violence qu'elle véhicule, à la dictature de l'argent qu'elle favorise : présence active de l'Etat dans la vie économique, planification indicative et démocratique, dynamiques syndicales, participation des travailleurs aux décisions dans l'entreprise sont les principales composantes d'un projet de démocratie économique et sociale qui demeure révolutionnaire dans sa perspective et ses finalités. Ce projet ne saurait être conçu et appliqué hors d'une citoyenneté repensée et mieux garantie, afin que la passion de la justice n'en vienne pas à détruire la liberté (3).

Cette liberté implique la reconnaissance du droit de chacun par le pouvoir politique et aussi l'existence d'associations et de collectivités protectrices. Parmi celles-ci, la nation conserve sa pleine actualité et toute sa nécessité, en dépit de la propagande supranationale de ces dernières années. L'indépendance nationale demeure une exigence fondamentale, aussi bien dans l'ordre militaire (force nucléaire de dissuasion) que sur le plan diplomatique (liberté d'initiative, qui n'exclut pas le jeu des alliances) et économique (autonomie du développement). Selon la perspective tracée par le général de Gaulle, à laquelle nous restons fidèles, cette indépendance n'exclut pas (au contraire) la coopération et peut s'inscrire sans difficulté majeure dans le projet d'une Europe des nations. C'est dire que nous refusons les logi-

logiques), dans l'égalité de chaque individualité (qui proscribit les classifications racistes) et dans l'éminente dignité qui distingue essentiellement l'être humain de la nature et du monde animal.

- développer l'intégration sociale par une nouvelle politique des revenus et par le développement de la civilisation urbaine, sans pour autant sacrifier la paysannerie au productivisme et à la bureaucratie « européenne ».

- repenser nos institutions et procédures judiciaires afin de les mettre en pleine harmonie avec les principes de l'Etat de droit.

- donner toute son ampleur au projet de la France dans le monde en activant ou en réinventant la politique d'aide et de coopération avec les pays les plus démunis, en développant l'internationale francophone, en donnant sa pleine dimension au projet de confédération européenne.

## ... et faire notre métier de citoyen.

Telles sont quelques unes des tâches qui me paraissent nécessaires. Il serait prétentieux de dire que rien n'a été fait, et que nous sommes les seuls capables de concevoir et d'entreprendre selon de telles perspectives : notre idée de la politique et les relations que nous entretenons avec les familles politiques et spirituelles montrent le contraire. Pour nous, point de politique qui ne soit participée.

ques impérialistes de domination politique et d'aliénation économique, ainsi que les mystiques fusionnelles dans lesquelles l'Europe perdrait son identité.

Ici sommairement résumés, ces refus et ces exigences indiquent clairement les révolutions que nous voulons accomplir avec ceux qui, sans adhérer à l'idée royaliste, partagent les mêmes valeurs et les mêmes ambitions.

Dès lors qu'on accepte de gommer les images du passé (barricades, terreur), de se délivrer du romantisme de l'insurrection et du rêve dangereux qui consiste à vouloir « changer l'homme », rien n'est plus révolutionnaire aujourd'hui que de vouloir :

- garantir l'autonomie du pouvoir politique et la liberté des personnes en assignant à l'économie une place subordonnée au souci de justice.
- libérer l'Etat (et les autorités décentralisées) de la dictature de l'argent.
- assurer contre les castes la circulation et le renouvellement des élites.
- défaire le système des privilèges en restaurant l'égalité des chances.

Et le roi dans tout ça ? Nous l'espérons, et sa présence nous paraît d'autant plus nécessaire que les principes de la royauté (arbitrage, permanence, esprit de justice, sens du projet, garantie de l'identité collective) offriraient un point de référence et d'équilibre dans les bouleversements en cours et permettraient à l'Etat de présider et d'accompagner sereinement les révolutions nécessaires. Ultime paradoxe ? Notre histoire et nombre de pays européens d'aujourd'hui donnent tant d'exemples de traditions créatrices que nous nous sentons au contraire cohérents avec nous-mêmes. Et si le roi tarde à venir, rien ne nous empêche de faire notre métier de citoyens.

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. Lucien Sfez, *La Communication*, Que Sais-Je n° 2567.

(2) cf. Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, éd. de Minuit.

(3) pour une analyse plus approfondie cf. par exemple Bertrand Renouvin : *Etat, nation, pouvoir dans la philosophie de Claude Bruaire*, in Cité n° 26 (à paraître).

## Favoriser un processus d'instauration monarchique ...

Mon propos n'est pas d'explicitier ce projet, qui est la raison d'être de ce journal et de notre mouvement, mais d'indiquer ses principales implications dans les débats et dans les luttes politiques de notre temps. Cette volonté d'intervention nous est parfois reprochée. De quoi nous mêlons-nous ? Et pourquoi prendre le risque de diviser la famille royaliste sur des sujets secondaires ? Nous avons toujours refusé cette attitude contemplative, qui est parfois le masque de positions extrémistes et qui fut souvent le prétexte d'une « émigration intérieure ». Et même s'il s'agit d'un authentique souci de neutralité, celle-ci ne saurait favoriser la mise en oeuvre du projet royaliste qui est un acte civique. Précisons : l'acte ou la somme d'actes de citoyens pour qui les principes ont une vie, pour qui la justice, la liberté et l'unité exigent la constance du souci intellectuel et de l'engagement. C'est tout simple : qui

plan des alliances électorales notamment, montrent que la complaisance n'est pas notre fort. Et la période de bouleversements que nous avons à affronter nous rend d'autant plus soucieux de rigueur intellectuelle et politique.

Hors de toute mise en ordre hiérarchique, prenons ces tâches intellectuelles qui nous occupent depuis notre fondation. Par rapport aux autres formations politiques, nul doute que nous avons été et que nous sommes toujours en avance sur les pratiques courantes. N'avons-nous pas maintenu contre vents et marées le principe de la réflexion préalable à tout engagement, que le Parti socialiste vient de redécouvrir opportunément ? Et n'étions-nous les premiers - les seuls pendant des années - à affirmer la nécessité de renouer les liens distendus entre les intellectuels et la classe politique ? Aujourd'hui, nous continuons de nous distinguer par

Après avoir montré que l'échec des révolutions de type marxiste ne détruisait pas le désir de révolution (n°564), B. La Richardais s'était interrogé sur les réponses que les partis politiques entendaient apporter aux bouleversements sociaux (n°565). Reste à préciser le rôle des royalistes.



# Infamie française

Rompres le silence. Tel est bien le premier objectif que vise le livre de Roux. En finir avec ce silence entretenu par les pouvoirs publics et la plupart des harkis eux-mêmes jusqu'à ces dernières années. Car à l'origine du malheur harki, il y a cette guerre qu'on a voulu réduire à de simples « événements » pour masquer la sauvagerie du conflit, il y a ces secrets inavouables autour du sang qu'on a fait couler.

Pendant cette guerre, on le sait maintenant, la France s'est oubliée. La IV<sup>e</sup> République finissante s'est lancée dans l'épreuve de force avec une ignorance crasse des réalités algériennes. Pour elle, depuis 1830, la population arabe n'a pas changé. Le soulèvement de 1954 sera, croit-on, combattu comme ont été matées les rébellions qui ont jalonné l'histoire de la colonisation française en Algérie. Les hommes de la IV<sup>e</sup> se montrant incapables de dominer la situation d'un point de vue politique, le pouvoir en Algérie va passer aux militaires qui mettent progressivement sous leur coupe le pouvoir civil. Les militaires ont reçu carte blanche pour engager la guerre. Ils vont la faire.

Mais cette guerre est une guerre révolutionnaire. Psychologique autant que territoriale. Il faut convaincre des populations, retourner des hommes dont les modes de vie et de pensée ne sont pas européens. C'est aussi une guérilla, il faut donc connaître le terrain car on s'avance dans les régions les plus reculées et les lieux les plus inhospitaliers pour déboucher ceux qu'on appelle les rebelles. De plus, l'armée française risque de manquer d'effectifs en Algérie, les « classes creuses » de la seconde guerre mondiale approchant.

Dans ces conditions, le recrutement local s'impose comme une nécessité

**Trop de silences, trop de regards gênés qui se détournent de la réalité. Petit à petit, la guerre d'Algérie réinvestit les mémoires. C'est le retour du grand refoulé. Du fond de l'oubli, Michel Roux nous parle des harkis. Il faut l'écouter même, et surtout, si ça fait mal.**



■ Parqués dans des camps comme celui de Saint-Maurice-l'Ardoise.

stratégique. Au fil des années, l'armée s'entoure de troupes supplétives qui compteront jusqu'à 70.000 hommes en 1960 pour environ 400.000 Français de souche européenne engagés dans le conflit. Et Michel Roux de décrire l'origine de ces combattants, leurs fonctions et leur action tout au long de la guerre. Les passages les plus forts et les plus douloureux du livre mettent en relief l'immense responsabilité des militaires et des hommes politiques français de l'époque, gaullistes compris, dont les décisions impitoyables allaient sceller à jamais le destin funeste des harkis.

En ce qui concerne l'origine du recrutement, Roux met en garde contre l'image pieuse du « bon Arabe », ami de la France, qui vient se ranger spontanément derrière le drapeau français. Si de réels dévouements ont existé, souvent forgés par la fraternité d'armes du dernier conflit mon-

dial, beaucoup de supplétifs se sont retrouvés aux côtés de l'armée française parce que leurs villages avaient été « déplacés » en vue de couper les bases de ravitaillement du FLN et son support local (conséquence du plan Challe à partir de 1958 : 2 millions de personnes arrachées à leur terre soit le quart de la population algérienne). Parmi ces villageois déracinés, certains ont alors choisi de rejoindre l'armée où ils pouvaient trouver un emploi et faire vivre leur famille. Contraints par nécessité plus que convaincus, certains allaient devenir des héros, mais d'autres désertèrent ou passeront au FLN.

D'où la méfiance avec laquelle l'armée considérera toujours ces forces supplétives et le « sale boulot » qu'elle lui confiera souvent : reconnaissance, renseignement, interrogatoires, représailles, terrorisme. A cet égard, selon Michel Roux, la torture

en Algérie n'a pas été un phénomène résiduel de la guerre mais plutôt le résultat d'un choix délibéré visant son instauration comme technique normale de combat et son emploi systématique. Aussi convenait-il pour l'armée de « mouiller » le plus possible de supplétifs dans ces pratiques pour s'assurer de leur fidélité. Les éléments du drame qui allaient suivre se mettaient en place. Le calvaire harki ne faisait que commencer.

Arrive l'indépendance. Le FLN triomphe. Les règlements de compte font rage. L'horreur absolue pendant plusieurs mois. Et la France ne bouge pas. On laissera massacrer ainsi près de 60.000 personnes. Les harkis rapatriés vers la France, le seront grâce à des initiatives individuelles et en contradiction avec les ordres gouvernementaux. Evidemment, rien n'est prévu pour accueillir ces milliers de familles désemparées qu'on a embarquées à la hâte.

D'anciens camps militaires feront l'affaire. Dans le Sud Ouest surtout. Dans des régions pauvres où l'emploi est rare. Loin de tout pour ne pas voir la honte et l'infamie qui suintent de ces camps. Ils seront parqués là, abandonnés à un assistantat médiocre et total. Pas de reconversion et de formation efficaces pour les adultes. Pas de réelle scolarité pour les jeunes. Ceux-ci, un jour de 1975, se révolteront, mettront le feu à des camps ; on se souviendra alors qu'ils sont Français donc électeurs : ils seront manipulés par Giscard et les associations de rapatriés. Beaucoup parmi les fils de harkis sont encore stationnés sur la même voie de garage de l'Histoire, comme leurs pères... il y a trente ans.

François VERRAZZANE

Michel Roux - *Les harkis, les oubliés de l'Histoire* - Ed. La Découverte - Prix franco 163 F.

## Un compagnon de Jeanne

Voilà du neuf, mes amis ! Et du bienvenu à notre attente ! Depuis plusieurs années que Le Pen menait paître ses ouailles moins-que-pensantes aux pieds de la bergère de Domrémy, n'étions-nous pas nombreux à espérer en douce qu'on lui reprenne Jeanne d'Arc ? A supplier que l'un de nous, ami de Péguy, Bernanos ou Clavel, trempe sa plume dans son cœur pour trouver la riposte et lui ravir Jeanne comme elle enlevait nos places fortes à l'usurpateur, nos terres à l'occupant ? Et, impuissants à livrer l'aventure, à prier pour que Jeanne elle-même se reprenne ?

Eh bien, c'est fait !

L'inattendu - pas si inattendu que ça pour qui sait voir - est que la reconquête s'est effectuée « de gauche », et de gauche révolutionnaire, par un camarade de Krivine et d'Arlette, un Daniel Bensaïd qui fut, et est sans doute encore, de la Ligue Communiste Révolutionnaire. « A moi, Jeanne ! » s'écrie-t-il. Et c'est aussi bien pour qu'elle vole à notre aide que pour se mesurer à elle, la guerrière, l'héroïne, la jeune fille, la sainte. De ce combat singulier - dialogue d'amour et polémique à toutes humeurs - est né un récit très singulier qui vaut mieux qu'un détour, puisqu'il se dresse en plein sur notre route. Comme un relais, et un obstacle - incontournable comme on disait naguère, du temps où l'on dogmatisait encore dans les micros.

## Un livre honnête, et pathétique

Honnête puissamment en ce qu'il n'écluse pas la dimension de Jeanne et que leur corps-à-corps se livre les jours anniversaires de sa passion, en mai 91, coïncidant avec le scénario médiatique illusoire par quoi nous parvenait la guerre du Moyen Orient.

Honnête aussi par le dépouillement spirituel de celui qui ose dans ce dialogue avouer sa misère, la débâcle de ses espérances, l'éclatement des perspectives que son catéchisme historique n'explique plus : la faillite et le manquement des « voix » idéologiques qui l'avaient jusqu'ici inspiré et dont l'extinction le laisse hagard. Ce dénuement le rend un peu frère de celle que le doute assiégea dans sa prison de Rouen, mais frère pénétré d'un étrange respect pour cette camarade, ô combien et si paradoxalement contemporaine, à qui extorquer un peu de son mystère permettrait sans doute de trouver une réponse ici-même aux événements.

Et livre pathétique par les limites qu'il confesse et révèle quant à nos propres réserves d'âme. Car on ne peut récuser Bensaïd, au-delà des différences de foi et d'opinions, comme légitime représentant de nous-mêmes. Or, que lui reste-t-il à défendre contre nos actuels Godons et Bourguignons, à affirmer contre le Roi ingrat et l'Eglise défaillante ? (Ecoutez aussi Glucksmann et son « Onzième commandement » !) Le monde une fois privé de la trajectoire providentielle que lui assignaient ses prophètes - qu'on ait été zélé ou détracteur de leur religion - il n'y a plus pour fonder une attitude humaine que l'obsédante répulsion éthique devant le Mal, la hantise de cette constellation de blessures infligées au corps souffrant de la planète et dont les plus conscients savent qu'ils ont à répondre. La conscience contemporaine en larmes n'ose plus mettre en avant de normes positives, les redoute comme autant d'agressions, se retranche en arrière et organise au moindre mal sa résistance contre les injustices et les atrocités à ne plus commettre. Morale d'homme blessé, à terre, priant qu'on ne piétine plus son être. Morale pathétique, morale de la Passion.

Eh quoi ! Quel dialogue peut engager une telle conscience avec

la naïve foi de Jeanne, sa robuste santé, sa confiance dans la force du droit, ses franches et désarmantes manières de dire oui ou non et d'écouter jusqu'au silence de ses voix la vocation qui l'a fait naître à l'Histoire ? En quoi nos pâles reflets sur les eaux dormantes de l'affliction universelle peuvent-ils se confronter aux flammes vives de Rouen ?

Nous aurions nos réponses ; Bensaïd a les siennes, toutes pétrées des mêmes matières et références - Péguy, Delteil, Michelet - mêlées aux mêmes repères de l'actualité contemporaine, que nous évoquerions sans doute différemment, mais ce serait pour avérer son témoignage fondamental : que Jeanne est bien vivante au cœur de la conflagration des consciences actuelles à partir du moment où l'on pose la question de la droiture, et de la justesse, et de la légitimité d'une réponse à l'Histoire qui vaille au-delà de l'Histoire.

Alors, Bensaïd - et c'est un sport athlétique qu'on voudrait pouvoir applaudir à deux mains ! - tire Jeanne à lui. Parfaitement conscient des temps et de l'éternité qui le séparent d'elle, il la recrute pourtant et la met en batterie, la lance autant qu'il peut (Elle rechigne parfois !) dans la bagarre d'ici. Il commence par escarmoucher la statue de la sainte sulpicienne et de l'héroïne républicaine, dévoiler l'éloquent non-dit nationaliste des circonstances de sa canonisation, réussit à lui arracher une philippique amère contre la petite sœur Thérèse, co-patronne avec elle d'une France divisée entre la résistance et la résignation, la bravade chauvine et le masochisme. Il la reprend aux clerics de son « Procès de Moscou » et l'arrache aux couronnes des anciens combattants. Il l'enrôle dans l'idée qu'il se fait, contre ceux-là, du Peuple ; l'implique dans la lutte des femmes en émancipation : tente de la soustraire, par dévoilement du piège, à l'entreprise-même de rétablissement du Royaume ; tente de la lasser de la guerre qu'elle mena, et du martyre qu'elle affronta ; de la déniaiser des puissantes naïvetés qui la gouvernent ; et pour finir, profite de l'asphyxiante agonie du bûcher de Rouen pour confondre en elle le cri « Jésus Marie ! » et l'aveu que, vaincue, elle ne pouvait plus être que l'« ennemie de Dieu »...

## Une commune chevauchée ...

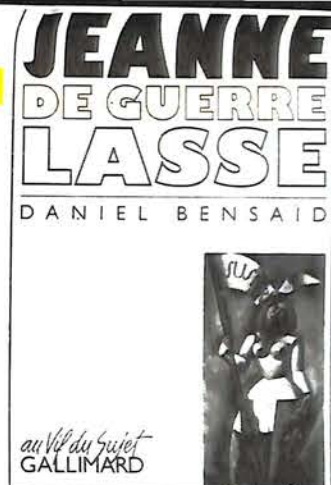
J'ai joué le jeu et lu jusqu'au bout. Suivi jusqu'au bout Bensaïd en sa détresse. Bensaïd de guerre lasse. Bensaïd, frère de chacun de nous quand il aime assez Jeanne, et sa vie propre, pour les prendre à témoin, les serrer contre lui à mourir, et désespérer d'elles deux comme un enfant perdu.

M'en voudra-t-il de lui dire que Jeanne résiste à cela aussi ? Qu'elle est aussi peu détournée de son envol surnaturel par les égossissements des escouades chauvines que par la longue plainte qu'il nous confie ici ? Qu'elle est inséparable de l'Eglise, irremplaçable du destin du Royaume dont elle renforce une fois pour toutes la légitimité ? Et que d'être incarné, c'est cela-même : ces ambiguïtés souffrantes qui nous acheminent au cœur de l'Être ?

Mais, certes, cela valait la chevauchée généreuse d'un compagnon de Jeanne qui l'aurait voulu délivrer, et maudit le Ciel de n'avoir pas pu. La prochaine fois, nous irons botte à botte ensemble et jusqu'à elle. Si Dieu le veut.

Luc de GOUSTINE

Daniel Bensaïd - *Jeanne de guerre lasse* - Gallimard - Prix franco 105 F.





## Un étrange destin

L'action commence en 1640, année de la naissance de Philippe, Monsieur, frère du futur Louis XIV. C'est lui qui fonde la quatrième Maison d'Orléans, celle qui à deux reprises a dirigé la France et qui se perpétue de nos jours.

Les trois précédentes Maisons en effet ne durèrent pas : la première naît et s'éteint avec Philippe, cinquième fils du roi Philippe VI de Valois, un prince « qui n'a pas laissé de souvenirs »...

La seconde dura l'espace de trois générations ; fondée par le duc Louis, frère de Charles IV qui aspire « à faire assassiner son frère, afin de prendre sa place sur le trône... manque de chance, avant d'avoir pu donner suite à ses projets, le duc fut lui-même assassiné ». De son père, Charles hérita le goût des arts, ce qui lui permit de meubler ses vingt-cinq années de geôle anglaise acquises sur le champ de bataille d'Azincourt, une longue captivité « qu'il mit à profit pour composer des centaines de rondeaux et de ballades qui constituaient aujourd'hui les premiers joyaux de la poésie française ». Son fils régnera sous le nom de Louis XII, mais sans héritier mâle, « dut léguer son trône à son cousin, le jeune et beau François d'Angoulême qu'il haïssait profondément »...

La troisième Maison se limita au frère cadet de Louis XIII, Gaston d'Orléans, qui « n'avait rien négligé pour laisser de lui un souvenir exécrable » ! Enfin, la naissance de Philippe, duc de Chartres, neveu de Louis XIV, rassure Monsieur sur l'avenir de cette quatrième Maison, principal objet de notre ouvrage. Philippe, s'il sait donner de nombreux rendez-vous galants à ses « caillettes », ne manquera pas ceux que l'Histoire lui fixera. Le grand guerrier qu'il est, assiste (sans

C'est une passionnante saga que nous offre Claude Dufresne avec son dernier ouvrage. Tout y est : la haine et la gloire, l'amour et l'infamie, les générations qui se suivent sans toujours se ressembler. Les héros : la famille d'Orléans.



■ Construites par le duc d'Orléans à la veille de la Révolution : les arcades du Palais-Royal.

y avoir pris la moindre part, contrairement à ce qu'affirment les mauvaises langues) à un véritable « cataclysme qui va éliminer un à un les héritiers du Roi-Soleil » : au vieux monarque ne survit plus qu'un arrière-petit-fils de cinq ans. La régence échoit au cousin Orléans...

A l'opposé de son régent de père, Louis ne montre aucune ambition mais est si dévot et « tourmenté »... qu'il restera sous le nom de Louis le Pieux. Louis-Philippe lui succède, or s'il hérite du goût des armes que l'on reconnaissait à ses aïeux, il souffre de l'inaction dans laquelle le roi se complait à le maintenir : à l'image de son ancêtre, le Bien-Aimé se méfie de la puissante branche cadette qu'il veut priver de toute gloire trop éclatante. Louis-Philippe finit en bon « Gros Père » de la marquise de Montesson.

Inaction à laquelle son fils ne peut se résoudre, Philippe court les honneurs et les fastes. Ce n'est certes pas à la guerre qu'il trouvera sa postérité mais dans l'opposition libérale (tra-

dition familiale oblige) qu'il pousse malgré lui à l'extrême.

Véritable pantin d'une fabuleuse machination dont il sera lui-même victime, « porté comme un fétu de paille sur l'océan révolutionnaire, Philippe va peu à peu renoncer aux vertus de courage et de dignité de ses ancêtres ». L'Histoire le retiendra sous les traits d'un régicide... (1)

La Révolution et l'Empire sont passés par là, la Restauration échoue pour ne pas en avoir tenu compte, et c'est en roi des Français que le duc d'Orléans prend le trône du roi de France que le peuple de Paris lui tend... pour lui reprendre dix-huit ans plus tard !

On connaît trop l'homme de radio qu'est Claude Dufresne pour douter du style « enlevé » de l'écriture... Le livre - la compil' des Orléans - s'il est œuvre d'historien est de ceux qui se lisent à la façon d'un roman ; le roman vrai d'une grande famille dont les générations se succèdent sur fond d'histoire de France. On passe facile-

ment des hautes stratégies politiques aux situations cocasses, des fastes lumineux aux alcôves obscures, le tout émaillé de mots d'esprit dus tant à l'auteur qu'à ses personnages.

C'est que Claude Dufresne est un grand professionnel qui sait faire passer le message. Et ça passe si bien que l'on arrive déçu à la page 414 : déçu, d'abord parce que c'est la dernière page, mais déçu aussi de lire : « ... le roi (Louis-Philippe) s'en allait à 77 ans. Ainsi se terminait l'épopée de la famille d'Orléans... ». Une telle affirmation suggère que l'accession au trône fut le but recherché depuis près de deux siècles par une famille qui, l'objet atteint, devait s'éteindre... Or les Orléans, ont aussi bien su servir le royaume au temps où seules les marches du trône leur étaient accessibles (ainsi qu'on le constate à la lecture de cet ouvrage) que ses nombreuses ramifications ont su servir l'Europe (et au-delà) encore un siècle après la chute de Louis-Philippe. Autant de personnages fort dignes d'intérêt pour envisager un « Les Orléans II » qui rejoindrait la remarque que Claude Dufresne formule dans l'introduction de ce premier volume : « L'héritier du trône de France se devra donc de faire bon ménage avec la République, ce qu'il réussira d'ailleurs avec une parfaite dignité et sans rien abdiquer de sa personnalité ni de ce qu'elle représente. Ainsi de nos jours, les Orléans, ces « réfractaires » de tradition, sont rentrés dans le rang ; ils sont devenus une famille comme les autres ; eu égard à leur passé, on peut presque le regretter »...

Patrick LEWILLE

Claude Dufresne - « Les Orléans » - Ed. Critérion, 414 pages - Prix franco 137 F.  
(1) Pour comprendre mieux le personnage de Philippe d'Orléans, il faut lire l'excellent roman de Pierre Moustiers « Un aristocrate à la lanterne » (Ed. Gallimard - Prix franco 90 F).

## Lys Rouge

Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.

Parmi les publications de la Nouvelle Action Royaliste, le « Lys Rouge » occupe une place à part. Cette revue n'exprime en effet aucun point de vue officiel et se veut un lieu de libre débat. Les sujets abordés sont variés et parfois pittoresques, toutefois les documents et les débats sur le passé et l'avenir du royalisme dominent. Le « Lys Rouge », bien que marginal, s'affirme ainsi comme un instrument essentiel à la compréhension du royalisme d'aujourd'hui.

## Lys Rouge

Revue trimestrielle

Europe de l'Est



## SOMMAIRE DU NUMÉRO 43

\*\*\*

## Europe de l'Est : le retour de l'Histoire

- Editorial : Des rois à l'Est ?
- Entretien avec Alexandre de Yougoslavie
- Bulgarie royaliste (revue de presse)
- Russie : le culte du tsar (revue de presse)

## INSTITUTIONS

- Les politiques : Leur combat face à quatre siècles d'histoire (3ème partie)

## Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom : .....

Adresse : .....

☐ commande le numéro 43 du Lys Rouge (25 F franco).

☐ s'abonne au Lys Rouge pour 4 numéros (60 F) à partir du n° 43.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

## Action royaliste

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

● Mercredi 6 novembre - Héros de la Résistance et de la Libération, ministre sous Pompidou, gaulliste de gauche, Léo HAMON a mené sa vie avec la rectitude et le courage d'un patriote exemplaire. Dans les années 50, parlementaire il joua un rôle primordial pour faire abroger la « loi d'exil » qui

frappait la Famille de France. Il noua à cette occasion des liens chaleureux avec le comte de Paris. C'est l'histoire de cette vie qu'il vient d'écrire dans son livre de souvenirs « Vivre ses choix ».

● Mercredi 13 novembre - Mil neuf cent quatre vingt onze est pour les Belges l'année royale par excellence... Il y a en effet exactement 160 ans que Léopold 1er, le fondateur de la dynastie, était élu roi des Belges et quarante ans que Baudouin 1er prêtait le serment constitutionnel. Mais quel est le rôle exact du Roi, quelles sont les évolutions des institutions belges, comment se pose la question de la succession ? C'est pour répondre à toutes ces questions que nous avons demandé à Luc BEYER de RYKE de venir nous parler de « La Belgique aujourd'hui ». Ancien parlementaire européen Luc Beyer de Ryke est aujourd'hui journaliste à la télévision belge.

● Mercredi 20 novembre - Depuis quelques années, la malheureuse Jeanne d'Arc était enrôlée de force sous les bannières de l'extrême-droite, et nous déplorions qu'un Maurice Clavel ne fut plus là pour dénoncer l'imposture. Et voilà - ô surprise - qu'elle se trouve un héraut pour le moins inattendu : Daniel BENSARD, l'un des dirigeants de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui vient de publier un très beau livre : « Jeanne de guerre lasse », à la fois dialogue d'amour et polémique à toutes humeurs. Il a accepté de venir nous expliquer sa démarche.

## WANTED !

Etudiants et chercheurs font souvent appel à nous pour leurs travaux sur le royalisme. Nous nous efforçons donc de constituer un fonds documentaire le plus complet possible. Malheureusement nos collections de bulletins et journaux sont souvent incomplètes, aussi nous faisons appel aux lecteurs de « Royaliste » pour nous aider à retrouver les pièces manquantes.

## RECHERCHONS :

LA REVUE ROYALISTE (parue entre 1978 et 1982) - Numéros 2-4-9-10-11-12-13-14-15-20.

LA PLACE ROYALE (revue parue de 1983 à 1987(?)) - Numéros 4-13 et suivants.

LE COURRIER ROYALISTE (édité par les Tourangeaux entre 1976 et 1982) - Numéros 36-40-41-44-46.

Si vous êtes en possession de l'un ou l'autre de ces numéros vous êtes prié de nous contacter.

## Alliance royale

Comité de Paris

■ TRAVAILLER POUR L'AVENIR



L'association des Amis de la Maison de France s'adresse à tous ceux qui sont désireux de manifester leur attachement au comte de Paris, de faire connaître sa pensée et de promouvoir l'idée royale en France. L'association publie un journal « Alliance royale ». Le dernier numéro (n° 26 - automne 1991) est paru.

Au sommaire :

- Editorial : quel avenir pour la monarchie en France ?
- La réconciliation entre le comte de Paris et son fils aîné le comte de Clermont.
- Duc de Vendôme : l'espoir du renouveau.
- La convention entre la Bibliothèque de France et la Fondation Saint Louis et un entretien à ce sujet avec le comte de Paris.
- Les 80 ans de la comtesse de Paris.

L'adhésion à l'association est matérialisée par la signature d'un bulletin et le versement d'une cotisation annuelle (150 F), cette adhésion comprend l'abonnement à « Alliance royale ».

Pour recevoir bulletin d'adhésion et spécimen du journal il suffit d'écrire à l'association des

Amis de la Maison de France  
B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



# Pas de panique

**M**ais que se passe-t-il de si inquiétant, mais quels sont ces événements d'une bouleversante nouveauté qui condamneraient à brève échéance le gouvernement et qui annonceraient la défaite de la majorité présidentielle ? Nous connaissons la réponse, et nous voyons la mise en scène - dramatisée à l'extrême. Il y a la montée du chômage, il y a les manifestations, les grèves, les violences paysannes, les lenteurs et les maladresses gouvernementales. Au juste, quoi de nouveau sous le soleil ?

Oh ! ce n'est pas que je prenne de la distance, ou que je veuille défendre le Premier ministre au mépris de l'évidence. Mais je demande qu'on ne vive pas dans l'instant, en jugeant gravissime ce dont on s'accommodait il y a un an et en accablant Edith Cresson pour des attitudes, des choix et des contradictions que l'on trouvait normales, habiles ou provisoirement subies par son prédécesseur. Etranger à l'idée d'un éternel retour qui inciterait à une contemplation lassée de vaines agitations, je n'excuse pas non plus les lenteurs et les ruptures dans les négociations sociales - et encore moins la répression absurde qui a frappé les infirmières.

## RÉPLIQUES

**E**n février 1988, sous un tout autre gouvernement, j'ai affirmé dans un éditorial qu'on aurait raison de se révolter. Mon point de vue n'a pas changé. On a raison de se révolter pour se faire respecter dans son milieu professionnel et dans la société, et on a raison d'exiger que la difficulté du travail demandé soit compensée par un minimum d'aisance matérielle. C'est le cas des infirmières, hier des gardiens de prisons, et sans doute demain des policiers qui exercent des métiers où l'on est chaque jour confronté à la souffrance, au désespoir, à la mort.

Ceux qui portent directement ce poids n'ont pas de dénomination commune mais ils donnent depuis quelques années une tonalité nouvelle aux rentrées sociales. Comme une réponse aux exigences formulées bouleverserait sans doute les relations hiérarchiques et la pyramide des salaires, nous serons souvent confrontés à des manifestations de colères. Mais il faut se souvenir que ces mouvements ne coïncident pas avec la nomination d'Edith Cresson et que, dans son ensemble, le malaise économique et social lui



préexistait largement. Il y a un an, à la même époque, je notais que la rentrée sociale était une réplique de la précédente et je pourrais aujourd'hui recopier mes textes précédents où étaient évoqués la première protestation des infirmières, la dure et longue grève des gardiens de prisons, le conflit des usines Peugeot (cette année c'est Renault), le conflit des impôts, la protestation des gendarmes, les émeutes de Vaulx-en-Velin, les manifestations lycéennes et celles des magistrats - sans oublier les agriculteurs.

Rien ne permet de soutenir que l'agitation sociale prend une tournure inédite et nul ne peut feindre la surprise indignée face à la situation de l'emploi. Le chômage recommence à croître depuis un an et les gouvernements socialistes successifs n'ont cessé de proclamer qu'il n'y avait pas d'autre poli-

tique économique que celle choisie en 1983. Nous en payons le prix (chômage, affaiblissement industriel) sans que le pouvoir donne clairement les raisons, assurément politiques, de son obstination. Le débat s'en trouve faussé et si la critique des orientations économiques demeure nécessaire le gouvernement actuel ne peut être tenu pour seul responsable d'une situation certes dégradée mais pas aussi catastrophique que ne l'affirment ses censeurs.

## ACHARNEMENT

**I**l y a donc lieu de s'inquiéter, de protester, de dénoncer les hésitations, les inconséquences et les carences gouvernementales, mais certainement pas de se laisser aller à la panique. Et pourtant elle se propage dans les milieux dirigeants, qui l'alimentent de leurs calculs sournois et de leurs manœuvres basses. On a peur de son ombre (les sondages) on répute perdues les batailles électorales pas encore engagées, on murmure que le gouvernement ne passera pas l'hiver. Qui ? Je n'incrimine pas l'opposition, qui joue normalement son rôle. Et si certains « commentateurs » de la presse dite d'information regardent le Premier ministre comme une proie facile (c'est une femme, elle n'est pas présidentielle) et attendent (espèrent ?) qu'elle soit achevée comme un animal blessé (1), l'acharnement médiatique serait moindre s'il n'était stimulé par les propos défaitistes et par les pures calomnies qui émanent de certaines fractions du parti socialiste.

Tout en réaffirmant notre pleine liberté critique, nous refusons de participer aux jeux pervers de la déstabilisation du gouvernement et de l'effolement de l'opinion publique : loin de proposer une autre ambition pour le pays, ceux qui s'y livrent représentent seulement les intérêts de groupes de pression et de coterie politiciennes, quand ils n'expriment pas de misérables préjugés. Leur victoire serait néfaste pour le pouvoir politique en tant que tel et dangereuse pour la démocratie - aujourd'hui plus fragile qu'il n'y paraît.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Commentaire du *Monde* (4-10-91) au lendemain de la rentrée parlementaire : « La curée n'a pas eu lieu »... !